



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°12

LE MODÈLE BRITANNIQUE

Régime parlementaire par excellence, le Royaume-Uni n'en demeure pas moins une monarchie dont le fonctionnement allie modernité démocratique et institutions aristocratiques.

La monarchie britannique : une exception politique ?

Si la France a bâti son histoire sur le guillotinage des têtes couronnées, il ne faut pas pour autant penser que la monarchie britannique est une exception politique en Europe. En effet, douze pays du continent européen sont des monarchies, sept d'entre eux sont membres de l'Union européenne et quatre ont même adopté la monnaie unique.

Ces douze pays sont le Royaume-Uni, la Belgique, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède, Monaco, le Liechtenstein, Andorre et le Saint-Siège.

Bien sûr, il ne s'agit pas de monarchies telles qu'on a pu en connaître en France. Le monarque n'exerce le plus souvent que des fonctions de représentation et symbolise avant tout l'unité du pays. Au Royaume-Uni, la reine n'a ainsi que peu de pouvoir si ce n'est celui d'être informée : elle est consultée chaque semaine par le Premier ministre sur les affaires politiques du pays et peut à cette occasion lui faire partager sa longue expérience des affaires du monde.

La popularité de la Couronne d'Angleterre

Si les monarchies européennes comptent généralement des mouvements républicains appelant à l'abolition de la royauté, la famille royale du Royaume-Uni bénéficie d'une grande popularité. Selon un sondage réalisé en avril 2011, près de 70 % des Britanniques sont « attachés » à la royauté.

L'organisation du pouvoir exécutif

Le Royaume-Uni étant un régime parlementaire, le leader de la majorité parlementaire désignée lors des élections législatives devient généralement Premier ministre. Formellement, c'est le monarque qui nomme le Premier ministre sur la base d'une convention constitutionnelle stricte : il doit être un membre de la Chambre des Communes susceptible de pouvoir former un gouvernement avec le soutien de cette dernière (ce qui n'exclut en rien une coalition, comme ce fut le cas pour les conservateurs de David Cameron, alliés avec les libéraux-démocrates de Nick Clegg pour former un gouvernement en 2010).

Le Premier ministre compose ensuite un gouvernement, qui comprend au sens large une centaine de membres, mais dont l'organe réel de décision collective est le Cabinet, qui regroupe la vingtaine de ministres les plus importants, ces derniers ayant le titre de Secrétaires d'État et dont les plus importants sont :

- Le Premier ministre
- Le Chancelier de l'Échiquier (ministres des Finances)
- Le Secrétaire d'État des Affaires étrangères et du Commonwealth
- Le Secrétaire d'État à l'Intérieur
- Le Lord Chancelier (Secrétaire d'État à la Justice)
- Le Secrétaire d'État à la Défense

La réforme de la Chambre des Lords

Une particularité du système britannique est la Chambre des Lords (House of Lords) : chambre haute du Parlement, elle était majoritairement composée jusqu'en 1999 de membres héréditaires nobles, de pairs à vie et de membres du clergé anglican.

Le rôle principal de la Chambre des Lords est de modérer l'action de la Chambre des Communes, elle peut donc exercer un veto suspensif de douze mois envers les projets de loi émanant de la chambre basse (mais n'a aucun pouvoir sur les lois budgétaires ou les lois mettant en œuvre d'importantes promesses électorales du gouvernement).

Souvent critiquée pour son conservatisme et son anachronisme, la Chambre des Lords a été réformée en 1999 et regroupe désormais 26 représentants de l'Église d'Angleterre (Lords Spiritual) et un nombre fluctuant (environ 650) de membres nommés à vie (Lords Temporal) ainsi que 92 membres héréditaires élus par l'ensemble des titulaires de titres donnant autrefois droit à un siège héréditaire. La réforme n'était donc pas une révolution...